

Pour une société inclusive

Respectable Loge, Étoile de Marianne, Orient de Niort, Région 9

Mots-clefs : Accompagnement social, Éducation populaire

Contexte

- Si le capitalisme prospère en réduisant les êtres humains à leur fonction de producteur/consommateur, il se développe désormais en excluant une part de plus en plus importante de l'humanité. Notre société redevient inégalitaire et fragmentée. Le sentiment d'une injustice sociale et fiscale conduit une partie de la population à la remise en cause du pacte républicain et à des choix extrémistes.
- La perte d'un emploi peut provoquer la perte de son statut social et citoyen. Le privé d'emploi tend à s'isoler alors que retrouver une activité repose en partie sur un regain de socialisation.
- L'exclusion économique se double d'une exclusion sociale et rend ainsi le retour à l'emploi plus long et parfois quasi impossible. L'exclusion durable peut provoquer une exclusion sur plusieurs générations et entretenir sur le moyen et long terme une poche d'exclus que la croissance forcément modérée (voir historique des taux de croissance sur plusieurs siècles) n'arrive pas à résorber.
- La crise sanitaire a montré que les publics fragiles socialement et économiquement étaient touchés durement y compris de façon vitale (alimentation, énergie, soins, promiscuité...), nous projetant ainsi dans des problèmes de subsistance qu'on pensait relever des 19^{ème} et début du 20^{ème} siècles. Or, cette crise va entraîner de nouveau une recrudescence du chômage et sa résorption sur plusieurs mois ou plusieurs années accentuer le chômage de longue durée pour les publics les plus en difficulté.
- L'exclusion sociale et/ ou économique menace la cohésion de notre société. Si cette cohésion est indispensable pour qu'une société se développe ou résiste aux crises, cependant elle ne doit pas se faire en assignant chacun à une place dont il ne peut sortir. En effet, les sociétés ou les groupes où la cohésion est la plus forte sont sectaires ou totalitaires et se défient de toute forme de différences : de genre, sexuelles, pathologiques, nationales. Ces sociétés ou ces groupes demeurent excluants.
- Cette crise sanitaire comme la crise climatique redonne des couleurs au solidarisme de Léon Bourgeois qui a mis en avant l'interdépendance entre individus dans une société comme elle existe entre états. En d'autres termes, les équilibres social, économique et environnemental ne pourront être atteints si les nantis ne se préoccupent pas des exclus et ne luttent pas contre l'exclusion car, à défaut, leur propre devenir en sera atteint. Il convient d'instaurer **une société inclusive** et d'en faire une volonté politique car à lui seul le développement économique ne peut suffire pour rétablir un pacte social satisfaisant et une régression de l'exclusion. Cela concerne l'échelon local comme l'échelon régional et national. Cette société inclusive ne peut être atteinte qu'en plusieurs générations car cela suppose aussi de rompre avec un régime pyramidal et patriarcal. C'est pourquoi, il convient d'abord de généraliser des pratiques inclusives avant d'atteindre une véritable organisation sociale renouvelée.

État de l'art

- Travaux de Piketty, Gluxman, observatoire des inégalités, Charles Gardou <http://inclusionmp.blogs.apf.asso.fr/media/02/01/2482840106.pdf>
<https://www.millenaire3.com/Interview/2013/pour-une-societe-inclusive> (source indicative sur les champs de la société inclusive mais non évaluée)

Propositions concrètes

1. **Mettre en place un véritable accompagnement social.** Il s'agit de raisonner en termes d'investissement et de consacrer des moyens comparables à ceux mobilisés par les pays du nord de l'Europe pour lutter contre la délinquance des jeunes, le décrochage scolaire et les étendre, aux difficultés d'accès à l'emploi des jeunes et moins jeunes et permettre à toute forme de public l'accès à la formation. De nombreux dispositifs existent mais ils ne sont pas coordonnés, mutualisés et personnalisés (C'est ce qui coûte le plus cher). A l'échelle d'un territoire peuvent être développés des programmes zéro chômeur, zéro décrocheur. Mais il convient de mobiliser pour cela toutes les opérateurs techniques et les citoyens par le biais associatif (tutorat). La différence par rapport à aujourd'hui c'est que cette lutte contre ces formes d'exclusion devient une priorité politique et mobilise des moyens conséquents et non pas comme actuellement un saupoudrage budgétaire.

2. **Relancer les emplois aidés.** Les secteurs publics et associatifs sont susceptibles de procurer de véritables sas de retour à l'activité mais ce qui a manqué par le passé c'est qu'ils n'étaient pas toujours qualifiants (formation associée) et professionnalisants (orientés vers un métier spécifique). Un contrôle plus poussé de la part de la Directe ou des Missions locales aurait été nécessaire. A ces conditions, ils deviennent de véritables passerelles pour un retour vers l'emploi classique car ils procurent une revalorisation des personnes concernées (statut social, gain de confiance en soi) tout en apportant une plus-value sociale.
3. **Accroître les moyens consacrés à l'insertion par l'économique.** Les parcours d'insertion par l'économique montrent une efficacité certaine. Il convient de faciliter le développement des entreprises et associations d'insertion. Celles-ci se livrent à la recherche d'activités porteuses mais manquent de financements d'amorçage. Il faut les aider financièrement. Une partie de leurs activités concerne la transition écologique, une raison de plus pour les identifier et leur conférer un rôle plus significatif. Il est à noter également leur rôle dans le travail intérimaire. Sans générer une distorsion de concurrence avec le secteur de l'intérim (actuellement en forte crise), un dosage équilibré viserait à introduire dans les effectifs de salariés d'une entreprise un quota d'intérimaires d'insertion issus du chômage de longue durée.
4. **Réinsérer par la participation à la vie associative.** Être privé d'emploi ne doit pas se traduire par l'amointrissement de sa citoyenneté. S'impliquer dans le monde associatif revient à exercer une activité qui, si elle n'est pas professionnelle (elle mobilise néanmoins des compétences), confère un statut et entretient la socialisation. Il s'agirait d'impliquer des personnes en situation de chômage ou d'exclusion (le retour à l'emploi reste la priorité) dans le fonctionnement et les activités associatives. Pour ce faire et sur la base d'appels à projets des subventions spécifiques serait accordées sur le critère de l'inclusion des privés d'emplois. Il est à noter que des clubs de sports reçoivent déjà des subventions sur le critère de pratiques inclusives (insertion des handicapés par exemple).
5. **Mobiliser les ressorts de l'Éducation populaire pour une éducation inclusive.** Il ne s'agit pas de faire du neuf avec du vieux mais les organisations de l'Éducation populaire ont tenté de renouveler leurs pratiques et disposent encore d'un maillage utile du territoire. Elles peuvent agir en proximité et associer des approches collectives et personnalisées qui confortent les acquis éducatifs et citoyens. Elles ont pour caractéristique d'associer des professionnels et des bénévoles (voir l'engagement social qui s'est révélé pendant la crise sanitaire et qui montre la vigueur de l'investissement bénévole). Mais le financement de ces structures a fortement souffert ces dernières années d'un prisme passéiste. Un effort en leur direction devrait leur permettre une adaptation plus accentuée de leurs services aux attentes des jeunes et des familles et au numérique.